

ÉDITO

Pas (a)battus !

Depuis la rentrée, un mouvement de contestation d'ampleur a lieu dans tout le pays contre la casse de la retraite à soixante ans. Cet acquis social, arraché par des années de lutte, serait ainsi devenu un luxe selon Sarkozy et son ministre du travail Monsieur Woerth. Alors que l'on trouve des milliards pour financer les banques, assurer à tous une retraite décente à soixante ans serait devenu impensable dans la cinquième puissance mondiale ! Des millions de salariés ont compris que ce n'était en fait qu'un prétexte pour introduire en douce la retraite par capitalisation, les fonds de pension et démanteler notre système solidaire par répartition. A plusieurs reprises, des millions de personnes sont descendus dans la rue pour demander le retrait pur et simple du projet et plusieurs secteurs professionnels se sont courageusement lancés dans des grèves reconductibles. **Les salariés des raffineries, notamment ceux de Grandpuits, qui ont fait dix-sept jours de grève, ont montré la voie mais sont malheureusement restés isolés.** Le pouvoir a néanmoins tremblé devant leur détermination et leur popularité. Après sept journées interprofessionnelles de grève et d'action, le mouvement semble refluer mais le gouvernement n'a pas gagné la bataille de l'opinion. Après deux mois de lutte, plus de 60 % des français continuent d'avoir de la sympathie pour les manifestations et réaffirment avec constance leur opposition résolue à la fin de la retraite à soixante ans. Travailler plus longtemps ? Ils ont compris que l'on priverait des milliers de

jeunes d'un premier emploi et qu'eux-mêmes seraient usés par deux ans de plus à leur poste. Le pouvoir en est réduit à promulguer la loi en pleine nuit, presque clandestinement ! Alors oui, nous n'avons pas de raison d'être (a)battus, cette bataille a réveillé les consciences et le sujet reviendra sur le tapis tôt ou tard. **Nous avons montré, tous ensemble, que faire grève avait un sens et que les retraites étaient un enjeu majeur de répartition des richesses.**

Dans l'Education Nationale, notamment au collège de Nangis, nous avons tenté de faire la jonction et d'organiser la solidarité avec les salariés en grève dans les raffineries, à la SNCF et dans les ports. Au-delà des retraites, les sujets de mécontentement ne manquent pas : suppression massive et confirmée de milliers de postes, dégradation de nos conditions de travail, stagnation salariale... A cela s'ajoute la catastrophique réforme de la

formation des enseignants et l'accueil déplorable fait à des milliers de stagiaires qui débutent dans des conditions très difficiles. Nous devons encore nous battre contre ces mesures ! **Privatisations, casse des retraites et de l'école publique : c'est une même politique en faveur des banques et des marchés financiers qui est mise en œuvre et nous restons motivé-e-s à y faire obstacle aujourd'hui et demain ! Cela continue dès le 23 novembre dans la rue !**

Par Julien Guérin
(secrétaire du SNES au collège)





Qui a raison ? Qui a tort ? Les calculs sont-ils compliqués ?

Des professeurs de mathématiques ont voulu en avoir le cœur net. Ils ont soumis la question, sous la forme d'un problème d'arithmétique, à un millier d'élèves de classes de 6ème. Ils sont partis des données incontestables suivantes :

Au cours des 40 dernières années, avec une croissance annuelle moyenne de 2%, le PIB est passé de 1000 à 2000 milliards d'euros ; au cours des 40 ans prochaines années, le nombre de

personnes de plus de 60 ans va en gros doubler ; dans l'hypothèse où, sur les 40 prochaines années, la croissance serait seulement de 1% en moyenne annuelle (le gouvernement promet 2% et plus, afin de faire reculer le chômage), le PIB passerait de 2000 milliards en 2010 à 3000 milliards en 2050. Les professeurs ont convenu que les 2000 milliards seraient représentés par un gâteau de 2000 grammes et les 3000 milliards par un gâteau de 3000 grammes. Ils ont soumis l'énoncé suivant aux élèves :

« En 2010, dix salariés produisent un gâteau de 2000 grammes, à partager avec 4 retraités. En 2050, dix salariés produiront un gâteau de 3000 grammes à partager avec 8 retraités. Calculer le poids de la part de gâteau de chaque personne, en 2010 et en 2050. La part de chacun en 2050 sera-telle plus petite qu'en 2010 ? »

99 % des 1000 élèves ont répondu :

* en 2010, la part de chacun est de 143 g (2000 :

14)

* en 2050, la part de chacun sera de 167 g (3000 :

18)

* en 2050 la part de chacun aura donc augmenté par rapport à 2010

Aucun élève de 6ème n'a donc trouvé le même résultat que Sarkozy, Fillon et Woerth au problème de partage du gâteau !

Profitant du débat « Quel avenir pour les retraites ? », entre Xavier Bertrand et Bernard Thibault à Lyon le 25 septembre 2010, quelques-uns de ces professeurs ont demandé à Xavier Bertrand si les résultats trouvés par les 1000 élèves étaient justes ou erronés. Le secrétaire général de l'UMP a reconnu que les résultats trouvés par les élèves de 6ème étaient justes, mais que l'énoncé du problème aurait dû préciser

que dans les 40 années à venir, une partie de l'accroissement des richesses devra être consacrée à l'augmentation des dépenses de santé et à celles liées à la dépendance (le 5ème risque).

Nous avons donc refait les calculs, en réservant sur le gâteau de 2050 : 100 milliards de plus pour la santé et 100 milliards pour

la dépendance. Donc, comme si le gâteau de 2050 ne pesait plus que 2800 grammes.

Résultats du nouveau calcul :

* en 2010, la part de chacun est de 143 g (2000 :

14)

* en 2050, la part de chacun sera de 155 g (2800 :

18)

* en 2050 la part de chacun aura ... toujours augmenté par rapport à 2010 !

Les explications du secrétaire général de l'UMP n'étant toujours pas satisfaisantes, nous invitons tous les citoyens à réfléchir à la question suivante :

« A votre avis, pourquoi Sarkozy, Fillon, Woerth, Copé, Bertrand et les parlementaires UMP font-ils semblant de ne pas savoir calculer ? »





Rencontre avec un jeune collègue stagiaire : « Cela nous donne des semaines plus que chargées... et c'est un euphémisme »

1) Comment as-tu vécu ce début d'année scolaire qui marque l'entrée en vigueur de la réforme de la formation des enseignants ?

« Tout d'abord que je suis content d'être devenu enseignant. Je m'y sens bien. Je sens que c'est un métier qui va me plaire. Par contre le début d'année a été assez délicat. Premièrement parce que comme tout nouveau métier, il est difficile de commencer (savoir appréhender une classe, gérer des collégiens, comprendre le fonctionnement d'un établissement).

Deuxièmement, la réforme qui nous touche cette année rend la tâche encore plus compliquée.

On se sent assez dépassé sur pas mal d'aspects (gestion de classe, manque de temps pour préparer un "bon" cours, manque de recul sur nos cours et donc de cohérence parfois). Commencer à 18H ne fait, je pense, qu'exacerber les problèmes que pouvaient connaître les professeurs débutants. Cela peut avoir des conséquences assez importantes sur nous (fatigue physique et morale) mais surtout pour les élèves finalement. Ils se retrouvent avec des cours moins bien

assurés et donc des compétences mal acquises.

2) Comment se déroule concrètement l'année scolaire pour toi ?

Concrètement, je suis à 18H avec 3 niveaux. Il faut ajouter à cela une journée de formation le vendredi et évidemment tous les cours à préparer, cela nous donne des semaines plus que chargées. Et encore c'est un euphémisme !

Finalement, notre année ne va pas être différente d'un professeur "normal". Pas de stage de prévu en lycée. Notre



évaluation se fera conjointement par notre tuteur et une visite de l'inspecteur.

3) Un mouvement de protestation semble s'organiser chez les professeurs stagiaires. Peux-tu nous détailler le contenu de cette mobilisation ?

Les revendications portent principalement sur la réduction horaire pour les stagiaires, et garantir des tuteurs dans le même établissement pour tous les stagiaires (chose qui n'est pas faite actuellement). On essaie de se faire entendre ; on fait des AG ensemble. Même si de nombreux médias ont relayé nos problèmes, le rectorat reste sourd. Pour lui, tout se passe bien. Les quelques problèmes (stagiaires sans tuteur par exemple) ne sont que des problèmes isolés et, selon lui, tout rentrera dans l'ordre au fur et à mesure. Le gouvernement ne souhaite tirer un bilan qu'à la fin de l'année. Je trouve sa position assez perverse. Il nous pousse à réussir dans des conditions laborieuses. Et si on réussit (on y arrivera de toute façon pour la plupart, c'est bien obligé, mais dans quelles conditions!) ils vont se satisfaire de cela pour montrer le bienfait de cette réforme. »

A noter qu'il existe un blog sur la question des stagiaires, et que le SNES soutient les jeunes collègues. Un rassemblement commun a lieu le mercredi 17 novembre devant le rectorat de Créteil et les élus de la FSU proposeront une motion sur cette question lors du prochain Conseil d'administration du collège.

<http://blog.stagiaireimpossible.org/>

Les mutations interacadémiques auront lieu entre le 18 novembre et le 7 décembre. Le SNES 77 organise des réunions d'information sur les mutations le 22 novembre: l'une à Melun et l'autre à Torcy.

Texte voté à l'unanimité lors de l'AG des personnels du collège de Nangis du 21 octobre , à l'initiative de la FSU :

Les enseignants et le personnel de Vie scolaire du collège René Barthélémy de Nangis réunis en assemblée générale le jeudi 21 octobre 2010 se prononcent pour:

- le retrait immédiat de la réforme Woerth-Sarkozy contre nos retraites
 - le maintien de la retraite à 60 ans à taux plein et le retour à 37,5 annuités dans le public et le privé
 - l'arrêt des plans de suppressions de postes dans l'Éducation Nationale
 - le retrait de la réforme sur la formation des enseignants et des stagiaires
- Nous nous élevons contre toute atteinte directe ou indirecte au droit de grève.

Tous ensemble la victoire est possible, organisons la solidarité public-privé.

Dernier communiqué de presse de la FSU

Toujours le mépris !

La promulgation dans la précipitation et en pleine nuit de la réforme des retraites montre combien le président de la République craint le mouvement social. Il veut en finir vite avec le dossier des retraites car il sait sa réforme massivement contestée.

Il veut aussi effacer la censure exercée par le Conseil Constitutionnel sur la réforme de la médecine du travail mais la promulgation de la loi ne change pas son caractère injuste et inefficace. La réalité sociale demeure. La loi pénalise particulièrement les agents de la Fonction Publique. Elle reste inacceptable ; **la FSU demande son abrogation**, l'ouverture d'un grand débat public et de réelles négociations pour d'autres mesures nécessaires à la sauvegarde et au développement des retraites par répartition et du code des pensions. La FSU continuera à agir avec les personnels dans le cadre de l'intersyndicale.

D'ores et déjà, **elle appelle les personnels à faire du 23 novembre prochain, un rendez-vous social national majeur pour les retraites, l'emploi et les salaires.**

La FSU est la première organisation syndicale de la fonction publique et de l'enseignement. Au collège, les syndicats SNES et SNEP sont présents et possèdent des élus au conseil d'administration. Nous défendons un syndicalisme de transformation sociale orienté vers l'action.

Le bulletin **MOTIVÉ-E-S** a pour objectif de paraître trois fois par an. Il fera le point sur la situation sociale dans le pays, dans l'éducation en général et au collège René Barthélémy de Nangis en particulier.

On peut cotiser au SNES auprès de Maud Palleau, avant la fin de l'année civile pour pouvoir bénéficier de la réduction d'impôts pour l'année 2010 (sinon, ce sera sur les revenus 2011)

Contactez la FSU au collège :

Julien GUERIN 06 86 77 99 32, Griselda MICHEL 06 80 12 62 84, Jean-Paul CHOPINET 06 07 59 98 22.



Les salariés de la raffinerie de Grandpuits, symbole de la lutte pour la défense de la retraite à 60 ans.